

CERAMIQUES INDUSTRIES

**36EME AVENANT DU 10 DECEMBRE 2002
(OUVRIERS, ETAM, CADRES)**

- SALAIRES -

**TRENTE-SIXIEME AVENANT A LA
CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE
FRANCE DU 6 JUILLET 1989**

relatif

**AUX SALAIRES MINIMA DES
PERSONNELS OUVRIERS, ETAM
ET CADRES
DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

Entre :

La CONFEDERATION DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE FRANCE

d'une part,

et

Les Organisations syndicales de salariés suivantes :

la FEDERATION NATIONALE DES SALAIRES DE LA CONSTRUCTION ET DU BOIS,
C. F. D. T.,

la FEDERATION GENERALE FORCE OUVRIERE DE LA CERAMIQUE, CARRIERES
ET MATERIAUX, CGT-FO,

la FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU VERRE ET DE LA
CERAMIQUE - CGT,

la FEDERATION BATI-MAT-TP - C.F.T.C.,

le SYNDICAT NATIONAL DES CADRES, AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS
DES INDUSTRIES CERAMIQUES, S.C.A.M.I.C. - C.G.C.,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :



PREAMBULE

Les parties signataires rappellent que le trente-cinquième avenant à la convention collective des industries céramiques de France signé le 12 février 2001 mettait un terme à une longue période sans accord, le précédent datait de 1996.

Depuis le 1^{er} janvier 2002, la durée légale du travail est fixée à 35 heures par semaine pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif.

A cette date, une part importante des entreprises a réduit l'horaire à 35 heures dans le cadre, par exemple, d'un accord d'entreprise. D'autres sont restées à un horaire supérieur. Les conditions du passage à 35 heures se sont négociées dans la plupart des entreprises avec le maintien des rémunérations de base.

Les parties signataires reconnaissent la nécessité de fixer les salaires minima sur ces nouvelles bases et de prendre en compte la situation des entreprises qui ont maintenu un horaire collectif supérieur à 35 heures.

Cet accord correspond à une appréciation partagée par les Syndicats signataires et la CICF

- que l'effort soutenu des salariés pour atteindre une meilleure productivité doit être reconnu, cette reconnaissance passe entre autre au niveau de la Confédération par une revalorisation des salaires minima,
- qu'également les coûts salariaux par unité produite sont un facteur important de la capacité des entreprises à gagner, et pour certaines à ne pas perdre des parts de marché sur leurs concurrents étrangers.

Cet accord sur les salaires minima résulte d'une appréciation approfondie de ces facteurs de la compétitivité des entreprises.

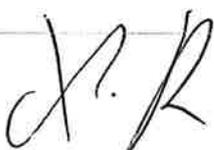
Article 1 : Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises visées dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques (article G1 de la CCN).

Article 2 : Revalorisation de la grille des salaires minima des personnels ouvriers et ETAM.

Les salaires minima de la grille des personnels ouvriers et ETAM sont revalorisés selon la grille en annexe 1, avec effet au 1^{er} janvier 2003.

Pour tenir compte des entreprises qui ont maintenu un horaire supérieur à 35 heures, une période de transition est mise en place, pour la détermination des minima applicables au personnel ouvriers et ETAM, leur permettant de s'adapter progressivement.



Pour ces entreprises, la période transitoire leur permet de calculer leur barème sur la base de :

- au 1^{er} janvier 2003, 95 % des valeurs 35 heures selon la grille annexée au présent accord,
- au 1^{er} juin 2004, 100% des valeurs 35 heures alors en vigueur à cette date.

Au terme de la période de transition, toutes les entreprises, quelle que soit la durée collective de travail qu'elles appliquent, seront tenues de respecter les salaires minimaux conventionnels établis sur la base de 35 heures.

Article 3 : Revalorisation de la grille des appointements mensuels minima des personnels cadres

Les appointements mensuels minima garantis de la grille des personnels cadres sont maintenus pour un horaire de référence hebdomadaire de 35 heures (grille en annexe 2).

Pour tenir compte des entreprises qui ont maintenu un horaire supérieur à 35 heures, une période de transition est mise en place, pour la détermination des minima applicables au personnel cadres, leur permettant de s'adapter progressivement.

Pour ces entreprises, la période transitoire leur permet de calculer leur barème sur la base de :

- au 1^{er} janvier 2003, 95 % des valeurs 35 heures selon la grille annexée au présent accord,
- au 1^{er} juin 2004, 100 % des valeurs 35 heures alors en vigueur à cette date.

Au terme de la période de transition, toutes les entreprises, quelle que soit la durée collective de travail qu'elles appliquent, seront tenues de respecter les appointements minimaux conventionnels établis sur la base de 35 heures.

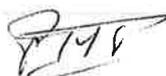
Article 4 : Négociations visant à réaménager la prime d'ancienneté

La grille des primes d'ancienneté forfaitaires mensuelles Ouvriers/ETAM n'a pas évolué depuis le 1^{er} mars 1998. Les parties s'engagent à entamer des réflexions relatives au réaménagement de la prime d'ancienneté dans le cadre d'un groupe de travail paritaire, en se donnant pour objectif d'aboutir à un accord.

Le groupe de travail paritaire est composé de :

- deux représentants par organisation syndicale salariée,
- une délégation patronale de six personnes au plus.

Une mesure transitoire est adoptée : application à compter du 1^{er} janvier 2003, d'une augmentation de 3 % de la prime d'ancienneté forfaitaire mensuelle conventionnelle en vigueur au 31 décembre 2002.



Article 5 : Revalorisation de la prime de panier des articles O3 et E5 de la convention collectives des industries céramiques françaises.

Le montant de l'indemnité de panier définie aux articles O3 des clauses particulières au personnel Ouvriers et E5 des clauses particulières au personnel ETAM, est porté à 9,28 euros à compter du 1^{er} janvier 2003.

Article 6. : Demande d'extension du présent avenant

Les parties signataires demandent au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L 133-1 et suivants du code du travail.

Article 7 : Publicité et dépôt de l'accord

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi de Paris et au Conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues à l'article L 132-10 du Code du Travail.

Article 8 : Adhésion à l'accord

Toute organisation syndicale représentative non signataire pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 10 décembre 2002

Pour la CONFEDERATION DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE FRANCE
- M. RUSSEIL

Pour les Organisations syndicales de salariés suivantes :

la FEDERATION GENERALE FORCE OUVRIERE DE LA CERAMIQUE, CARRIERES
ET MATERIAUX, CGT-FO,
- M. GUELFUCCI

la FEDERATION BATI-MAT-TP - CFTC,
- M.

la FEDERATION NATIONALE DES SALARIES DE LA CONSTRUCTION ET DU BOIS,
C. F. D. T.,
- Mme MEHAT



Pour le SYNDICAT NATIONAL DES CADRES, AGENTS DE MAITRISE ET
TECHNICIENS DES INDUSTRIES CERAMIQUES, SCAMIC-CGC,

- M^r TAVALLI 

la FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DU VERRE ET DE LA
CERAMIQUE, C.G.T.

- M.

J. R. 

Annexe I:

**GRILLE DES SALAIRES MINIMA DES PERSONNELS OUVRIER ET ETAM
DES INDUSTRIES CERAMIQUES**

Applicable à compter du 1er janvier 2003

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRES MINIMA MENSUELS en euro pour 152,25 heures
I	125	
	130	1070
	135	1071
	140	1072
II	135	1071
	145	1073
	155	1092
	160	1104
III	155	1092
	175	1144
	190	1188
	200	1216
IV	190	1188
	210	1239
	230	1297
	240	1326
V	230	1366
	250	1462
	260	1509
	270	1557
VI	260	1509
	280	1605
	290	1653
	300	1701
VII	290	1653
	310	1748
	330	1844
	350	1939

J.P.R.

ETAM

GRILLE DES APPOINTEMENTS MINIMA CADRES

APPOINTEMENTS DES CADRES
DES INDUSTRIES REFRACTAIRES, CAREAU CERAMIQUE, PORCELAINES
CERAMIQUE SANITAIRE, POTERIE, KAOLIN,
PRODUCTEURS DE MATIERES PREMIERES POUR LA CERAMIQUE ET LA VERRERIE,
CERAMIQUE - TABLE ET ORNEMENTATION

A compter du 1er janvier 2003

La valeur de point mensuelle est fixée à : 19,72 euros

La grille des appointements mensuels minima garantis correspondant à un horaire hebdomadaire de 35 heures est fixée comme suit :

POSITION I

Année de début	Coefficients	euros
à 24 ans et avant	78	1538
à 25 ans	86	1696
à 26 ans	93	1834
à 27 ans	100	1972

POSITION II

Position II (catégories A, B et C)	100	1972
Après 3 ans en position II	108	2130
Après 3 ans au coefficient 108	114	2248
Après 3 ans au coefficient 114	120	2366
Après 3 ans au coefficient 120	126	2485
Après 3 ans au coefficient 126	132	2603
Après 3 ans au coefficient 132	138	2721

POSITION III

III A	138	2721
III B	180	3550

Les appointements réels sont déterminés dans chaque établissement ou entreprise.

Les appointements mensuels bruts réels d'un Cadre sont constitués comme suit :

- * d'une part, d'une partie fixe correspondant aux derniers appointements mensuels bruts perçus,
- * d'autre part, d'une partie variable correspondant au douzième des primes, gratifications ou indemnités habituelles de l'entreprise, à caractère contractuel ou faisant partie intégrante de la rémunération; ainsi que les avantages en nature perçus durant les douze derniers mois.